

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Université de Lyon
Direction Stratégie immobilière et
développement des Campus

-
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07
Tél : 04 37 37 26 70

ACCORD CADRE DE REPERAGE PLOMB AMIANTE HAP FCR AVANT TRAVAUX

- DEMANTELEMENT DE L'ANCIENNE CHAUFFERIE DE LA DOUA

N° de marché (cadre réservé au pouvoir adjudicateur)

A	2	0	2	5	.	0	0	4
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION	4
ARTICLE 4 : DECOUPAGE DU MARCHE	4
ARTICLE 5: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	4
ARTICLE 7 : CLAUSE DE REEXAMEN	5
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 9: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD	5
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 11 : REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	6
ARTICLE 12 : REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	6
ARTICLE 13 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 13.1 : MISE EN ŒUVRE DU MARCHE	6
ARTICLE 13.2 : DOCUMENTS A FOURNIR	7
ARTICLE 13.3 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
13.3.1 : NATURE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS	7
13.3.2 : DELAI DE VERIFICATION	8
13.3.3 : POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION	8
13.3.4 : PRESENCE DU TITULAIRE	8
13.3.5 : DECISIONS APRES VERIFICATION	8
13.3.6 : ACHEVEMENT DE LA MISSION	8
ARTICLE 14 : PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	8
ARTICLE 15 : PRIX DU MARCHE	9
ARTICLE 15.1 : CONTENU DU PRIX	9
ARTICLE 15.2 : VARIATION DANS LES PRIX	9

<u>ARTICLE 16 : MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>9</u>
16.1 AVANCE	9
16.2 ACOMPTES	10
16.2 REMISE DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
16.3 – CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
16.4 – REPARTITION DES PAIEMENTS	11
16.5 - DELAI DE PAIEMENT	11
16.6 - ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	12
16.7 CONTESTATION	12
<u>ARTICLE 17 : PENALITES</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 18 : ASSURANCES</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 19 : ANALYSE DES RISQUES ET PROTECTION DE LA SANTE</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 20 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE</u>	<u>13</u>
20.1 AVANT LA SIGNATURE DU CONTRAT	13
20.2 EN COURS D’EXECUTION DU CONTRAT	13
<u>ARTICLE 21 : PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 22 : PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 23 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 25 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE LITIGE / PRESTATAIRE ETRANGER</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 26 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. - PRESTATIONS INTELLECTUELLES</u>	<u>14</u>

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché concerne la réalisation de diagnostics techniques et règlementaires préalables aux opérations de démolition ou de réhabilitation des bâtiments présents sur le site de l'ancienne chaufferie de la Doua à VILLEURBANNE (69).

Les missions de repérage prévues dans le cadre du présent marché concernent :

- Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux et démolition et levée de doutes en cours de travaux
- Le diagnostic des revêtements contenant du plomb avant travaux
- Le diagnostic HAP sur enrobés bitumineux
- Le diagnostic des Fibres Céramiques Réfractaires
- Marquage des éléments contenant du plomb et produits et matériaux contenant de l'amiante
- Les examens visuels avant et après déconfinement selon NFX 46-021

Article 2 : Forme du marché

La présente consultation est lancée en procédure adaptée passée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Article 3 : Description de la prestation

Les prestations objet du présent accord-cadre sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Lieux d'exécution : 10 avenue Albert Einstein, 69100 Villeurbanne

Article 4 : Découpage du marché

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un découpage en tranches ou en lots.

Aucune variante n'est autorisée.

Article 5: Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 6 : Durée du marché et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 36 mois à compter de sa date de notification,

Conformément à l'article 13.1.1 du C.C.A.G.-P.I., le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

Les délais d'exécution des prestations respectent le planning fixé par le maître d'ouvrage, dont le prévisionnel figure à l'article VIII du CCTP.

Article 7 : Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initial, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.
- La reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.
- La prolongation du terme du marché (aléas de procédure de renouvellement, adhésion à un groupement d'achat).

Article 8 : Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), et son annexe le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise de l'offre ;
- L'offre technique du titulaire (les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La DPGF du marché est une pièce indicative.

Article 9: Protection des données à caractère personnel - RGPD

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu, au même titre que le pouvoir adjudicateur, au respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Obligation du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (R.G.P.D.) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;

- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnelles au responsable de traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le R.G.P.D.

Article 10 : Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu, la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toute mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des partis.

Article 11 : Régime des connaissances antérieures

Les règles applicables aux connaissances antérieures et aux résultats produits ou réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché sont celles fixées au Chapitre 6 (articles 32 à35) du CCAG-PI précité.

Article 12 : Régime des droits de propriété intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent au présent marché.

Article 13 : Conditions d'exécution des prestations

Article 13.1 : Mise en œuvre du marché

Concernant les prestations sur la base du montant global et forfaitaire :

La notification du marché vaut démarrage des prestations.

Pour la partie forfaitaire, les prestations commencent à s'exécuter à la date de notification du marché. Les prestations concernées seront exécutées sur la base du montant global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement. Ces prestations seront exécutées via ordre de service (OS).

Le marché sera mis en œuvre au moyen d'ordres de service. Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au titulaire et, éventuellement, communiqué aux autres maîtres d'œuvre. En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur. Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, les ordres de services seront transmis par tous moyens permettant d'en attester la date de sa réception par le titulaire, comme par exemple via l'un des moyens ci-dessous :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Transmission par mail avec accusé de réception ;
- Remise directe au titulaire contre récépissé.

Conformément aux articles 3.8.2 et suivants du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de services qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion. Ces observations seront notifiées par tous moyens permettant d'en attester la date de sa réception par le signataire de l'ordre de service en cause.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage) pendant toute la durée du marché.

Concernant les prestations sur la base du bordereau de prix unitaire :

Le marché s'exécute à survenance du besoin, par le biais de bons de commande établis sur la base des prix définis dans le bordereau de prix unitaire annexé à l'Acte d'engagement. Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-PI, le délai d'exécution du bon de commande part de sa date de notification.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci ont été notifiés avant l'expiration du marché. La durée du bon de commande ne pourra dépasser de plus de 6 mois le terme de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont adressés au titulaire du marché par courriel avec demande d'accusé de réception.

Article 13.2 : Documents à fournir

L'ensemble des documents établis par le titulaire sera remis au maître d'ouvrage ou son représentant pour vérification et validation en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique. Ces fichiers devront être compatibles avec les logiciels fonctionnant sous la suite bureautique Windows et Autocad concernant les dessins et plans.

Les documents sont transmis par voie dématérialisée à tous les acteurs de l'opération.

Article 13.3 : Constatation de l'exécution des prestations

13.3.1 : Nature des opérations de vérifications

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-PI, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la ComUE.

13.3.2 : Délai de vérification

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G-P.I., le pouvoir adjudicateur a un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

13.3.3 : Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Conformément à l'article 28.3.1 du C.C.A.G-P.I., pour les vérifications effectuées dans les établissements du pouvoir adjudicateur, le point de départ du délai est la date de remise, par le titulaire, des prestations au pouvoir adjudicateur.

13.3.4 : Présence du titulaire

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérifications

13.3.5 : Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G-P.I

13.3.6 : Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission relevant du présent marché fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le pouvoir adjudicateur constatant qu'il a rempli toute ses obligations.

Article 14 : Prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 23.1 du C.C.A.G-P.I., pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai de 10 jours.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G-P.I., le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant ces modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Article 15 : Prix du marché

Article 15.1 : Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G-P.I., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également la participation à toutes les réunions nécessaires à l'accomplissement de la mission et tous les frais de déplacement.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Article 15.2 : Révision du prix

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché (notification du marché) selon la formule suivante :

$$PR = P0 (0,15 + 0,85 (A/A0))$$

où

PR = Prix révisé

P0 = Prix d'origine basé sur le mois M0

A = Valeurs de l'indice de référence de l'objet du marché connu au mois de révision A0 = Valeurs de ce même indice au mois d'origine des prix

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

Index ou Indice retenu : ING – Base 2010 paru au Journal Officiel

Conformément à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-P.I., les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre du titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Aucune variante n'est autorisée

Article 16 : Modalité de règlement des comptes

16.1 Avance

Conformément à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct peuvent percevoir une avance.

Conformément à l'article R2191-7-2° du Code de la Commande Publique, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5% et 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

En application de l'article B.11.1 du C.C.A.G-PI., le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. Soit une avance de 30% pour les PME et de 5% pour les autres entreprises

16.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes conformément aux articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Pour le présent marché un acompte pourra être versé mensuellement au titulaire, sur présentation d'une demande de paiement (facture).

Conformément aux dispositions de l'article 11.2 du C.C.A.G.-P.I, cet acompte fait l'objet d'une demande de paiement par le titulaire et son montant est déterminé par le pouvoir adjudicateur, sur la base du descriptif des prestations effectués et de leur montant produit par le titulaire. Par conséquent, le titulaire joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

16.2 Remise des demandes de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. Les demandes de paiement sont à adresser à la ComUE.

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

En complément du C.C.A.G.-P.I., il pourra être demandé au titulaire, en cours d'exécution du marché, d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer.

16.3 – Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement (factures) sont établies et remises par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur conformément aux prescriptions légales et aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-PI.

Elles sont datées, établies en un original, et comportent notamment les indications suivantes :

- les références du marché,
- la désignation du débiteur,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement,
- le cas échéant, le n° du bon de commande ou de l'ordre de service concerné par la facturation,
- la nature et la date d'exécution des prestations facturées,

- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations exécutées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement doivent reprendre les mentions suivantes :

COMUE Lyon Saint-Etienne
92 Rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07

L'absence d'une mention obligatoire, et plus particulièrement les références du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessous énoncées. Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

Pour tout paiement définitif, le maître d'ouvrage établit un document de décompte général, tant pour la partie forfaitaire que pour la partie à bons de commandes, qui comprend :

- Le décompte général ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors TVA du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ; (1)
- L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde (2)
- L'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant le récapitulatif des postes (1), (2) et (3)

Le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final. Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général de l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire ou en l'absence de réclamation dans le délai de 30 jours à compter de la notification visée ci-dessus.

16.4 – Répartition des paiements

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. Il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants.

Le mandataire du groupement indique, dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

16.5 - Délai de paiement

Le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Université de Lyon, sauf désaccord du service gestionnaire.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

16.6 - Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

16.7 Contestation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Article 17 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1. du C.C.A.G.- P.I., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité. De même, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-P.I., en cas de non-respect des délais d'exécution indiqués dans les pièces contractuelles du marché, le titulaire subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par retard.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non-respect d'un délai d'exécution ou l'absence à une réunion organisée par le maître d'ouvrage (exemple : respects de consignes, confidentialité, etc.), l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 30 €.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Université de Lyon peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 70 €.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

Article 18 : Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances par la production d'une ou plusieurs attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie (précisant la nature des risques couverts et les montants des garanties) avant l'attribution du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du représentant du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 19 : Analyse des risques et protection de la santé

Les présents travaux sont soumis aux articles du décret n°92-158 du 20 février 1992 codifié.

Le titulaire sera tenu de communiquer les éléments d'information utiles pour la rédaction du plan de prévention. Elle devra participer à la réunion préalable.

Les chefs des entreprises extérieures doivent faire connaître par écrit au donneur d'ordre la date de leur arrivée, la durée prévisible de leur intervention, le nombre prévisible de salariés affectés, le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention. Ils sont également tenus de lui faire connaître les noms et références de leurs sous-traitants, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci, ainsi que l'identification des travaux sous-traités.

Le titulaire est tenu de participer aux inspections communes des lieux de travail et à l'élaboration du plan de prévention en présence du ou des sous-traitants éventuels.

Article 20 : Lutte contre le travail dissimulé

L'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L.8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

20.1 Avant la signature du contrat

Le pouvoir adjudicateur sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

20.2 En cours d'exécution du contrat

1. Le pouvoir adjudicateur demande au titulaire du marché, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.

2. Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, le pouvoir adjudicateur le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, le pouvoir adjudicateur peut :

a) Appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 250 euros, dans les limites suivantes :

- Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10% du montant du contrat ;
- Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

b) Résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 21 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché.

Article 22 : Protection de l'environnement

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché.

Article 23 : Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues par l'article 27 du CCAG-PI.

Article 24 : Résiliation du marché

Les règles applicables à la résiliation du marché sont celles fixées au Chapitre 7 (articles 36 à 42) du C.C.A.G.-P.I.

Article 25 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article 26 : Dérogations au C.C.A.G. - Prestations intellectuelles

Le présent acte d'engagement (A.E.) valant C.C.P. déroge aux articles suivants du C.C.A.G.-P.I. :

Articles du présent A.E. qui dérogent	Articles du C.C.A.G.-P.I. auxquels il est dérogé
Article 8	Article 4.1
Article 13.3.4	Article 28.5
Article 14	Article 23.1 ; 23.2 et 23.3
Article 17	Articles 14.1 et 14.1.1
Article 18	Article 9.2